

POUR UNE SÉCURITÉ SOCIALE DE L'ÉDUCATION



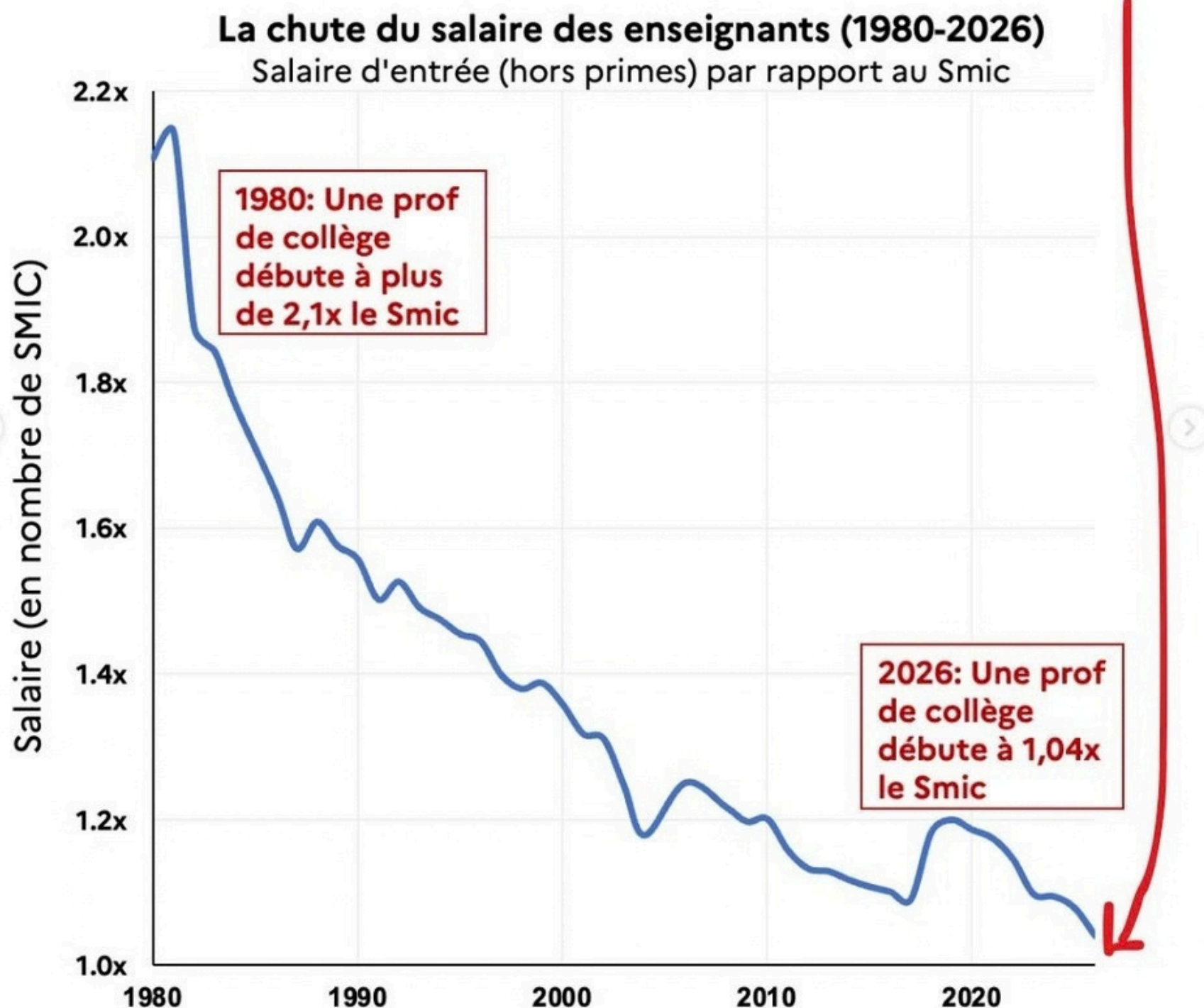
Le mouvement lycéen ne retombe pas, et le gouvernement doit répondre à une mobilisation qui prend des airs de Mai 68.

Faire rentrer les jeunes dans les classes, c'est un peu comme remettre le dentifrice dans son tube. Ce n'est pas facile.

Que demandent-ils ? Le minimum de dignité pour étudier dans de bonnes conditions. Des professeurs et des personnels de santé physique et mentale en nombre suffisant, des bâtiments entretenus et adaptés au climat.

Des journées moins épuisantes, le temps de déjeuner et des études supérieures sans la sélection de Parcoursup.

Les chiffres donnent raison à ces revendications. L'Éducation nationale, comme les autres services publics, craque depuis une vingtaine d'années.

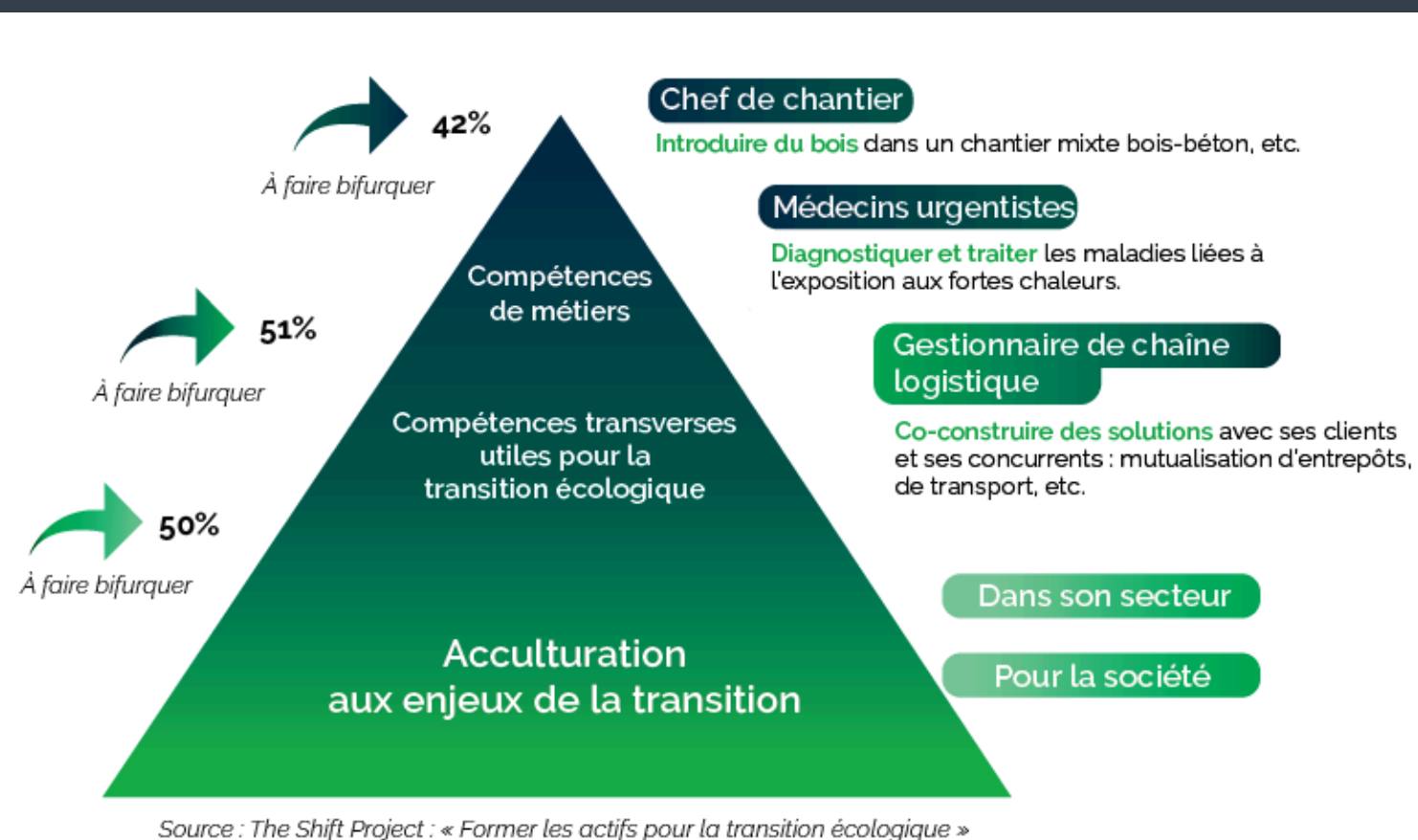


Lecture: Le salaire d'entrée (hors primes et indemnités) des professeurs certifiés et assimilés du 1er échelon est passé de plus de 2.1 fois le SMIC en 1980-81, à 1.04 fois le SMIC en 2026. L'ajout des indemnités de base fait passer la rémunération à 1.25x le SMIC en 2026. Ces indemnités et primes ne sont pas des salaires (elles ne sont par exemple pas pleinement pris en compte dans les droits à la retraite). **Sources et séries:** Lucas Chancel, voir lucaschancel.com/enseignants (mise à jour août 2026)

Le schéma est le même que pour l'hôpital. D'abord, on coupe les moyens. Ensuite, on constate que « ça ne marche plus ». Enfin, on confie au marché ce que le service public n'arrive plus à faire.

L'enseignement privé et le soutien scolaire payant prospèrent sur les ruines de l'école publique.

Pourtant, nous n'avons jamais eu autant besoin d'une éducation universelle et de qualité pour relever les défis écologiques. Selon le rapport du Shift Project, les secteurs privés directement concernés par la planification écologique pour 2030 représentent 8 millions d'emplois.



**Alors, comment redresser
l'école publique et organiser
une formation tout au long de
la vie aux enjeux écologiques ?
Il faut revenir à l'histoire. Cette
ambition est similaire à celle de
Jean Guéhenno à la Libération.**



**Fonctionnaire et militante,
L'itinéraire de Christiane Faure de
l'Éducation nationale à la Jeunesse et aux
Sports (1929-1973).**

Regards sur l'institutionnalisation de l'éducation populaire.



Mémoire préparé et soutenu par Thomas Cornu.
Sous la direction de Pascale Goetschel.

En 1944, cet écrivain et résistant prend la direction de la culture populaire et des mouvements de jeunesse au ministère de l'Éducation nationale.

Avec Christiane Faure, il travaille à reconstruire une éducation civique après 4 ans de collaboration et de propagande vichyste.

Des millions de Français instruits et diplômés ont suivi Pétain. Construire une société où l'on décide ensemble, ça s'apprend tout au long de la vie. C'est l'ambition de l'éducation populaire. Elle part de ce que les gens vivent pour leur donner les moyens de comprendre leur situation et d'agir ensemble pour la changer.

**Au lendemain de la guerre,
Guéhenno et Faure
transforment les maisons des
jeunes du régime de Vichy en
foyers ouverts, avec des
bibliothèques et des espaces de
débat.**

Cette refondation se fait en même temps que la Sécurité sociale. Les 2 projets portent la promesse d'une démocratie sociale où **la protection du corps et l'émancipation de l'esprit marchent du même pas.** La citoyenneté devient une pratique quotidienne que chacun apprend et exerce toute la vie, bien après l'enfance et l'adolescence.

Cette construction de l'éducation populaire sera balayée en 1959, lorsque de Gaulle confie à André Malraux le nouveau ministère des Affaires culturelles. Une fracture s'installe entre l'éducation des enfants et l'accès des adultes à la culture.

Pourtant, c'est de ce déjà-là que nous pouvons repartir pour mettre en sécurité sociale l'éducation.

Concrètement, à quoi servirait-elle ? Une carte Vitale de l'éducation donnerait à chacun un crédit annuel pour se former.

Le principe serait proche du compte personnel de formation, le CPF, mais les caisses orienteraient les financements vers les savoirs de la bifurcation écologique et de l'émancipation.

Ce crédit donnerait accès à des formations longues et qualifiantes, avec maintien intégral de la rémunération.



**Comprendre la bifurcation écologique,
décider ensemble, gagner en autonomie**



Reconstruire l'école publique



Totalement gratuite :

cantine, transports, sorties, fournitures, manuels



Recrutement massif :

professeurs titulaires, mieux payés, classes d'une vingtaine



Mixité sociale :

carte scolaire incluant le privé, options rares partagées



Ateliers d'autonomie

du CP à la terminale, lycées pro de la bifurcation



**UNE SEULE
CARTE**



Apprendre toute la vie



Maisons de l'éducation

populaire dans les lieux collectifs existants



Crédit d'éducation

annuel : formations longues, rémunération maintenue



Reconversions

proposées par les syndicats, financées par la Caisse régionale



Certification écologique

des métiers : pompes à chaleur, isolation, triple vitrage



La cotisation

: chacun contribue selon ses moyens



Des caisses dont les conseils sont élus par les usagers et les travailleurs



Des conventions citoyennes locales

qui choisissent qui est conventionné

Parce qu'ils connaissent les qualifications et les savoir-faire de chaque métier, les syndicats auraient un droit d'initiative sur les formations de chaque branche professionnelle.

Cette sécurité sociale pourrait, par exemple, permettre à des ouvriers de l'automobile de se former à la production de composants ferroviaires.

Des Maisons de l'éducation populaire permettraient d'institutionnaliser l'entraide.
Les habitants y apprendraient à se porter secours et à se préparer ensemble aux chocs climatiques.

Pour financer ces droits, les cotisations alimenteraient des caisses gérées par les usagers et les professeurs de l'éducation populaire, qui en éliraient les administrateurs.

Cette sécurité sociale suppose évidemment de remettre l'école publique sur pied. Les revendications des lycéens en sont la première étape.

Comme pour la santé, il faut raser les péages à l'éducation. La gratuité doit aller jusqu'aux cantines et aux transports scolaires, pour que les revenus des familles ne déterminent plus les conditions dans lesquelles les enfants étudient.

Le recrutement massif d'enseignants est la première urgence. Pour apprendre mieux, il faut des professeurs formés, titulaires, avec des salaires revalorisés et des classes moins chargées.

Il faut aussi rénover les bâtiments scolaires pour faire face aux effets du changement climatique.

Cette éducation doit être transformée de fond en comble pour s'adapter. Les enseignements doivent donner accès aux savoirs et aux apprentissages concrets nécessaires face aux bouleversements écologiques.

Chaque élève, du CP à la terminale, aurait accès à des ateliers de savoir-faire écologiques et d'autonomie.

**Les lycées professionnels
seraient réorganisés autour des
filiales de la bifurcation. Les
savoirs manuels nécessaires à
ces transformations auraient
toute leur place dans
l'éducation. L'éducation n'a
jamais été aussi importante
que dans un monde devenu
fluctuant. Il est donc nécessaire
de penser l'éducation populaire
du XXI^e siècle.**

Arrêtons de demander à nos dirigeants de changer le monde.
Changeons le monde nous-mêmes.
Mettons-nous en lien autour de
la mise en sécurité sociale des
communs et des besoins.

